

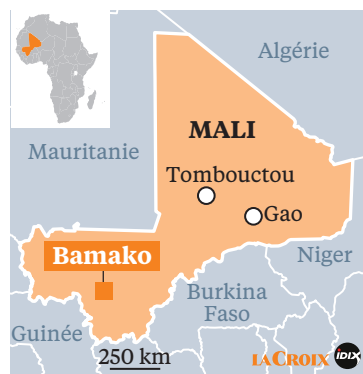
# Lune de miel entre le Mali et la Russie

— Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est rendu à Bamako mardi 7 février.

— Un voyage pour manifester et renforcer la coopération entre les deux pays, et au cours duquel ont été écartés les sujets embarrassants.

**Bamako (Mali)**  
De notre correspondant

« Nous assumons votre présence ici (au Mali). Nous vous accueillons les bras ouverts, la Russie est ici à la demande du Mali et la Russie répond de façon efficace en termes de renforcement des capacités de nos forces armées et nous voulons étendre cela sur le plan économique », a lancé le chef de la diplomatie malienne Abdoulaye Diop, à la fin de la visite de son homologue russe Sergueï Lavrov, le 7 février à Bamako. Au cours de ce voyage de 24 heures dans la capitale malienne, les deux pays se sont félicités de leur collaboration. Les militaires, qui ont pris le pouvoir par la force en 2020 au Mali et consolidé leur emprise par un second putsch en 2021, ont fait de la Russie leur principal allié



contre les djihadistes, précipitant la rupture avec la France et ses partenaires occidentaux en 2022.

Sergueï Lavrov a promis la poursuite du soutien militaire matérialisé depuis fin 2021 par des livraisons d'armements et l'envoi de centaines d'hommes, décrits en fonction des sources comme des instructeurs de l'armée russe ou des mercenaires de Wagner, un groupe de sécurité privé aux agissements décriés. Bamako a aussi acquis des Russes une dizaine d'avions de combat, avions de transport et hélicoptères en 2022 et début 2023. Ce voyage a été l'occasion pour Sergueï Lavrov d'annoncer que la Russie allait apporter son aide dans la lutte « contre le terrorisme » aux

autres pays de la région, citant « la Guinée, le Burkina Faso et le Tchad, et en général la région saharo-sahélienne et même les pays riverains du golfe de Guinée ».

Pas un mot n'a été prononcé sur Wagner. L'enracinement des groupes armés djihadistes au Mali, signant pour l'heure l'échec de la junte à les chasser, a été minimisé. La fronde des groupes signataires de l'accord de paix d'Alger contre Bamako a été à peine soulevée. À propos des exactions attribuées à l'armée malienne et à son partenaire russe, les alliés ont affiché le même déni, jugeant ces accusations

**L'enracinement des groupes armés djihadistes au Mali, signant pour l'heure l'échec de la junte à les chasser, a été minimisé.**

infondées et destinées à déstabiliser le Mali « par des partenaires qui l'ont quitté », autrement dit la France et les Occidentaux.

La veille de l'arrivée de Sergueï Lavrov, le chef de la division des droits de l'homme de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), Guillaume Ngefa-Atondoko Andali,

avait été déclaré « *persona non grata* ». Une décision survenue après le discours prononcé par une défenseuse malienne des droits humains, qui a dénoncé il y a dix jours à l'ONU la situation sécuritaire et l'implication de l'allié russe dans de graves violations. « Il est nécessaire de dépolitiser les droits de l'homme, nous y travaillons avec la Russie, ce n'est l'apanage de personne », a jugé Abdoulaye Diop.

Sur le plan de la coopération économique, le chef de la diplomatie russe s'est engagé à suivre les livraisons de blé et d'engrais, essentiels pour le coton dont le Mali est le premier producteur en Afrique. Les deux pays vont également renforcer leur partenariat dans les mines, l'énergie et les médias. Les autorités maliennes comptent mettre à profit le sommet Russie-Afrique en juillet pour aller dans ce sens. Le colonel Assimi Goïta a annoncé qu'il s'y rendrait en personne alors que, depuis qu'il est président de la transition, il n'a jamais quitté le pays. Après le Mali, Sergueï Lavrov s'est envolé pour la Mauritanie, alliée historique de la France et des États-Unis dans le Sahel.

**Boubacar Sidiki Haidara avec Laurent Larcher**

# Le renforcement du partenariat militaire entre Moscou et Téhéran inquiète Tel-Aviv

— Moscou et Téhéran veulent construire une usine de production de drones en Russie.

— Israël cherche à consolider une coalition internationale pour isoler l'Iran.

Jusque-là, Yelabuga, paisible cité de 70 000 habitants située à 1 000 kilomètres à l'est de Moscou, dans la république du Tatarstan, était surtout connue pour sa production d'automobiles. C'est là que la Russie et l'Iran ont décidé de construire une usine de drones. Selon le *Wall Street Journal*, ce partenariat vise à produire des modèles plus avancés que les Shahed-136 fournis par Téhéran.

La Russie les a utilisés pour cibler les infrastructures énergétiques ukrainiennes et saper le moral de la population. Au fil du temps, la défense anti-aérienne ukrainienne a réussi à neutraliser la menace de ces engins lents et bruyants, dotés d'un moteur à hélice et relativement facile à repérer et à abattre. Le futur modèle sera équipé d'un nouveau moteur, pour voler plus vite et plus loin.

Que signifie l'approfondissement de la coopération entre la Russie et l'Iran pour les États-Unis et leurs alliés, en particulier Israël ? « Le dénominateur commun entre les deux pays, ce sont les sanctions. C'est une alliance de parias qui se renforce de façon spectaculaire », analyse David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès.

**Benjamin Netanyahu ne veut pas d'une confrontation militaire avec la Russie qui compromettrait sa liberté d'action en Syrie.**

À court de stocks, la Russie se tourne vers l'Iran qui lui fournit des missiles balistiques et des drones peu coûteux, ainsi que des conseils pour contourner les sanctions. De son côté, Téhéran entend renouveler sa flotte aérienne avec des avions Sukhoi Su-35 et des hélicoptères, et renforcer ses systèmes de défense anti-aérienne. Jusque-là, Moscou se refusait à livrer ce genre d'équipements, de peur de mettre en péril ses relations avec des pays

comme Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie.

« Comme souvent, Téhéran ne met pas tous ses œufs dans le même panier », décrypte Pierre Razoux, directeur de la recherche à l'institut FMES (Fondation méditerranéenne d'études stratégiques). « Les Iraniens veulent éviter de tomber complètement sous la mainmise de la Chine avec laquelle ils ont un partenariat stratégique et ils ont toujours souhaité moderniser leur armement conventionnel avec du matériel russe plutôt que chinois. Le mot d'ordre à Téhéran, c'est prendre l'argent des Chinois mais acheter des armes russes. »

Le rapprochement entre Moscou et Téhéran inquiète fortement Israël qui s'est efforcé de ne pas choisir son camp dans le conflit en Ukraine, un laboratoire où les Iraniens peuvent tester et améliorer leur matériel dans une guerre de haute intensité. « L'engagement de l'Iran dans la guerre russe contre l'Ukraine constitue un tournant stratégique pour Israël, estime David Khalfa. Sous la pression américaine, Jérusalem pourrait infléchir sa position sur la fourniture d'armes défensives à Kiev, en livrant des radars. »

Les Israéliens fournissent déjà aux Ukrainiens des informations sur les drones iraniens et du renseignement satellitaire. Une centaine d'anciens soldats des forces spéciales israéliennes forment aussi des Ukrainiens au combat urbain. De leur côté, les Américains ont ponctionné 300 000 pièces d'artillerie, principalement des obus antichars, dans le stock entreposé en Israël après la guerre du Kippour, pour les livrer à l'Ukraine.

Prudent, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ne veut pas d'une confrontation militaire avec la Russie qui compromettrait sa liberté d'action en Syrie. L'implication de l'Iran dans une guerre sur le sol européen lui donne l'opportunité de consolider avec les Américains et les Européens une coalition internationale pour isoler Téhéran, accusé par Paris de « fuite en avant » dans son programme nucléaire. « Israël va probablement poursuivre et intensifier sa campagne clandestine contre l'Iran faite de sabotages, d'assassinats ciblés, d'attaques cybernétiques et de frappes de drones non revendiquées », affirme Pierre Razoux.

**François d'Alañon**

## essentiel

### Biélorussie

#### Un journaliste et militant condamné à huit ans de prison

Un journaliste biélorusse, figure de la minorité polonaise de Biélorussie, a été condamné mercredi 8 février à huit ans de prison pour « incitation à la haine ». Correspondant pour le média polonais *Gazeta Wyborcza*, Andrzej Poczobut, 49 ans, a été « reconnu coupable d'appels publics à des actions visant à nuire à la sécurité nationale » et d'« incitation à la haine ». La Pologne a condamné une « décision inhumaine ».

### Vol MH17

#### De « fortes indications » selon lesquelles Vladimir Poutine a approuvé la fourniture du missile

L'équipe internationale d'investigation conjointe (JIT) a affirmé qu'il y avait de « fortes indications » selon lesquelles le président russe Vladimir Poutine avait approuvé le transfert du missile qui a abattu l'avion du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine, vers les séparatistes pro-russes pendant les combats dans l'est de l'Ukraine en 2014. Mais l'enquête est désormais suspendue car « toutes les pistes ont été épuisées » sur les responsables de l'explosion en vol de l'avion, qui a provoqué la mort des 298 personnes présentes à son bord.

### Royaume-Uni

#### La Cour suprême britannique confirme la légalité du protocole nord-irlandais

La Cour suprême britannique a confirmé mercredi 8 février la légalité du protocole nord-irlandais, qui introduit des contrôles post-Brexit sur les marchandises et se trouve au cœur d'intenses négociations entre Londres et Bruxelles. En rejetant à l'unanimité le recours déposé par des opposants au texte qui y voyaient une menace sur la place de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni, la Cour suprême met un point final à la contestation.

**sur la-croix.com**

— À Bruxelles, Zelensky vient aussi demander justice